



**CDEN 62 du 5 septembre 2022**

## **Déclaration FSU**

Le ministre l'a affirmé dès jeudi matin: la rentrée s'est bien passée. Nous ne devons pas la même définition des mots.

Est-ce qu'une rentrée scolaire se passe bien quand, y compris dans notre département, il manque des personnels dans les écoles et les établissements?

Dans le 1er degré, nous nous réjouissons d'avoir été entendus quant au recrutement des listes complémentaires. Cependant, même avec ce recrutement, celui de 24 contractuels et le service à temps plein de la majorité des stagiaires, nous redoutons très vite des tensions sur les remplacements puisque nombre de remplaçants sont déjà utilisés. Quelle sera la situation dans quelques semaines avec les maladies hivernales, le probable retour du covid notamment?

Dans le second degré, les stagiaires à temps plein et le recours aux contractuels ne suffisent pas. Un certain nombre d'établissements sont toujours en attente d'enseignants, en techno, en physique-chimie, en allemand en particulier... Mais il manque aussi des CPE et des psyEN... Et très vite se posera aussi la question du remplacement des congés de maternité, des départs à la retraite ou des congés maladie longs.

Est-ce qu'une rentrée se passe bien quand les concours de recrutement n'ont jamais enregistré un tel fiasco? Est-ce qu'une rentrée se passe bien quand des enfants réfugiés se voient toujours aujourd'hui dans le Pas-de-Calais interdits de scolarisation au mépris de la loi?

Et que dire enfin du nombre d'AESH qui reste insuffisant tant les besoins augmentent?

Est-ce qu'une rentrée se passe bien quand les salaires des personnels enseignants, CPE et psyEN sont parmi les plus bas de l'OCDE? Les 3,5 % de hausse du point d'indice de juillet sont bien loin de compenser l'inflation et la seule perspective d'augmentation concerne à ce jour les débuts de carrière, mais rien sur les autres personnels ou plutôt si: l'ajout de missions supplémentaires comme l'a indiqué le chef de l'Etat. Là encore, nous n'avons pas la même définition des mots. Cela ne s'appelle pas une revalorisation, c'est juste être payé normalement pour un travail supplémentaire! Pour la FSU, c'est 10% d'augmentation qu'il faut tout de suite et un plan de rattrapage du déclassé subi depuis trop longtemps. C'est un choix politique, un choix de société pour redonner de l'attractivité aux métiers et garantir partout un service public véritablement au service de toutes et tous. Quant aux AESH, l'audience ministérielle de juillet, a vu conforté le mépris de l'institution pour ces personnels indispensables. Il est pourtant urgent de leur permettre de sortir de la pauvreté avec un temps plein et une grille à partir de l'indice 355 dans l'immédiat. Nous signalons aussi la nécessité de mettre rapidement en paiement la prime REP+ pour les AED suite à la décision du Conseil d'Etat et de prévoir pour ces personnels aussi une revalorisation plus que nécessaire.

Est-ce qu'une rentrée se passe bien quand les conditions de travail et d'enseignement continuent à être très dégradées? Nous n'insisterons pas sur les effectifs trop lourds pour pouvoir faire réussir tous les élèves, y compris en Education prioritaire. Cela entraîne une souffrance au travail de plus en plus importante chez nos collègues, ce d'autant plus que le nombre d'élèves à besoins particuliers augmente significativement.

La dégradation des conditions de travail, ce sont aussi les évaluations d'école et les auto-évaluations d'établissements qui transforment profondément le Service Public, promeuvent la concurrence et visent à rendre responsables les personnels de l'échec scolaire. C'est aussi dans le 1er degré, la loi Rilhac, qui instaure une hiérarchie supplémentaire au sein des écoles et ouvre la porte à nombre de missions et responsabilités supplémentaires, qui accentuera la surcharge de travail et l'isolement du directeur ou de la directrice.

La dégradation des conditions de travail, c'est aussi pour la plupart des stagiaires, l'exercice à temps complet y compris sur plusieurs établissements, sur 2 LP ou encore affectés sur des zones de remplacement et dont les missions restent encore à définir TZR en particulier en EPS.

La dégradation des conditions de travail, c'est enfin pour les AESH, être sommée de quitter une école ou un établissement où tout se passait bien au nom d'on ne sait quel dogme, d'être méprisée dans son travail ou de devoir se partager jusqu'à 4 élèves dans une même classe...

En conclusion, est-ce qu'une rentrée se passe bien enfin quand le président continue à mépriser les personnels, promettant de

nouvelles injonctions et de nouvelles réformes au pas de charge alors que les précédentes sont toute récentes et ont par ailleurs montré leurs effets négatifs? Pour la FSU , nous ne laisserons pas se poursuivre la démolition du service public d'Education, ni au niveau d'une énième réforme du collège, ni au niveau de la liquidation de l'enseignement professionnel, ni au niveau des projets relatifs à la mobilité des personnels

C'est pour ces raisons que la FSU ne participera pas à l'installation du comité national de la refondation ce jeudi 8 septembre.